

(Traduction provisoire)

« Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour. »

Discours du ministre fédéral des finances, Dr. Wolfgang Schäuble, devant
l'Assemblée générale de la Fédération luthérienne mondiale (FLM)

Stuttgart, le 20 juillet 2010

- (1) Je me réjouis vivement de parler devant la 11^{ème} Assemblée générale de la Fédération luthérienne mondiale. Je parle aujourd'hui au nom du gouvernement fédéral et particulièrement de notre chancelière, Dr. Angela Merkel, qui adresse à votre Assemblée ses salutations les plus cordiales.
- (2) L'Allemagne est un pays où il existe différentes traditions religieuses, mais l'héritage de Martin Luther et de la Réforme occupe une place particulière. Même ceux qui n'appartiennent pas eux-mêmes à une Église luthérienne connaissent la grande influence de la tradition luthérienne sur notre culture, sur la langue allemande, sur notre littérature et sur notre musique. Sans cette tradition, nous ne serions pas ce que nous sommes aujourd'hui ; on peut reconnaître ses traces dans les bâtiments tout comme dans la poésie, l'art et la philosophie.
- (3) Bien sûr, toutes ces influences n'étaient pas uniquement positives. Pendant plusieurs siècles, les Églises luthériennes ont été étroitement liées au système politique dans un grand nombre des États allemands. Or, alors qu'il existe de nombreux exemples montrant qu'elles ont élevé leur voix critique en faveur de la justice et de la paix, on a observé à juste titre que la tradition luthérienne en Allemagne a eu tendance à faire des individus des sujets obéissants plutôt que des citoyens actifs. Ce n'est sans doute pas un hasard si la démocratie s'est enracinée d'abord dans les pays marqués par le calvinisme – aux Pays-Bas, en Angleterre, aux États-Unis. C'est seulement au cours d'une histoire douloureuse que les Allemands ont dû apprendre que tous les citoyens portent la même responsabilité dans la chose publique politique. La plupart des Allemands protestants ont mis longtemps à comprendre que c'était précisément aussi leur foi qui les engageait à porter cette responsabilité.
- (4) La majorité a réalisé cela seulement après la seconde guerre mondiale. Cependant, ils pouvaient s'appuyer sur des exemples existants. C'est aujourd'hui le 20 juillet. À cette date en 1944, un groupe d'hommes courageux, pour la plupart des officiers et des hauts fonctionnaires, a effectué une tentative désespérée pour mettre un terme à la folie du régime nazi et à la guerre en perpétrant un attentat contre Adolf Hitler. Les membres du groupe étaient très différents ; cependant, pour nombre d'entre eux cette action répondait à un devoir de conscience chrétien. Ils avaient compris que dans une situation tellement extrême, le devoir citoyen normal de loyauté envers le gouvernement devait être suspendu dans l'intérêt d'une suppression du règne de la terreur. Dietrich Bonhoeffer était lui aussi membre de ce groupe de résistance. Nous savons qu'il a lutté avec lui-même avant de rejoindre ce projet. Nous voyons toutefois aujourd'hui dans l'action de ce groupe, même si l'attaque a échoué et que la plupart des conspirateurs y ont laissé leur vie, un témoignage important de la nécessité

de traduire sa foi chrétienne personnelle dans l'action politique active.

- (5) Aujourd'hui en Allemagne, l'État et l'Église ne sont plus liés comme ils l'étaient autrefois. Ils sont indépendants l'un de l'autre et doivent d'ailleurs l'être, faute de quoi il en résulte une mauvaise religion et une mauvaise politique. Toutefois, ils ne sont pas totalement séparés l'un de l'autre. Pour moi en tant que responsable politique, et en même temps chrétien protestant, une chose est claire et très importante : la foi et la politique ne sont jamais deux choses totalement différentes et ne pourraient jamais l'être. La politique est faite par des individus pour des individus, et ces individus n'existent pas dans le vide. La religion est l'une des forces les plus importantes qui déterminent la vie des individus et des sociétés. La politique, y compris dans une démocratie séculière, doit prendre conscience de cette réalité. Par conséquent, l'un des principaux défis des pays démocratiques modernes consiste à intégrer dans le processus de prise de décision politique les conclusions venant de la foi et les impulsions pour l'action fournies par elle. De mon point de vue, il ne fait aucun doute que la culture politique de mon propre pays serait beaucoup plus pauvre sans la contribution fournie à différents niveaux par les individus religieux et les communautés religieuses. Les Églises jouent un très grand rôle dans le travail social, dans le secteur de la santé et dans le domaine de l'éducation de la formation, et participent aussi activement à pratiquement toutes les discussions politiques importantes. Les démocraties vivent de la participation des citoyens au processus politique, et je suis heureux de pouvoir dire que les Églises en Allemagne contribuent en ce sens à la vie de notre démocratie.
- (6) En même temps, nous devons sans cesse nous rendre compte que, dans nos sociétés de plus en plus pluralistes, chaque contribution et chaque jugement, aussi important nous semble-t-il à nous-mêmes, est inévitablement un parmi de nombreux autres. Il n'est pas partagé par tous et sera donc contesté. Les responsables politiques doivent par conséquent être prêts à écouter ; dans nos institutions démocratiques, l'occasion doit être donnée à tous les participants aux discussions de s'exprimer et leur point de vue doit être respecté et pris au sérieux, mais chaque individu et chaque groupe doit aussi comprendre que, souvent, le résultat du processus politique ne correspondra pas exactement à ce qu'il avait lui-même espéré atteindre. De nombreux chrétiens protestants ont aujourd'hui un sens marqué de la dimension politique de leur foi. C'est bien et utile, dans la mesure où cela les encourage à participer passionnément au processus politique. Parfois, je souhaiterais pourtant rappeler que d'autres positions doivent elles aussi être respectées comme expression d'un véritable souci de l'intérêt général. Assez souvent, une même perspective religieuse permet d'ailleurs à elle seule de justifier plus d'un choix politique.
- (7) Quelles sont donc les ressources avec lesquelles la foi religieuse peut contribuer à la politique démocratique ? De mon point de vue, l'un des éléments centraux est la foi en Dieu. Cette foi renferme l'exigence de nous savoir responsables par nos actes. En tant que responsable politique, je dois prendre des décisions qui concernent souvent de nombreuses personnes et dont la totalité des effets ne sont pas prévisibles à l'avance avec précision. Il importe à cet égard de posséder une ligne de conduite, une base solide pour de telles décisions. La foi en Dieu signifie qu'il existe une autorité suprême vis-à-vis de laquelle nous sommes responsables de tout ce que nous faisons, et en fin de compte de notre vie dans son ensemble. Il existe quelque chose de plus grand que nous-mêmes ; quel que soit ce que nous atteignons ou ce que nous n'atteignons pas – cela doit être justifié face à cette autorité suprême. Pour la politique, c'est une réalisation importante. Nous n'avons pas le droit de faire tout ce que nous

pourrions faire en théorie. Nous avons besoin de limites. Nous avons besoin d'une conscience des règles, des normes et des valeurs que nous devons respecter parce que nous ne les avons pas créées ou introduites nous-mêmes. À cet égard et pour cette raison, le préambule de la Loi fondamentale allemande fait lui aussi référence à la responsabilité devant Dieu comme condition des droits fondamentaux énoncés ensuite, qui limitent et restreignent l'autorité de l'État.

- (8) En même temps, il importe que, dans le christianisme, la foi en Dieu ne puisse jamais être détachée du respect et de l'amour du prochain. Selon la Bible, Dieu a créé l'homme à son image. Le commandement de l'amour de Dieu et le commandement de l'amour du prochain sont directement liés l'un à l'autre : on ne peut pas suivre l'un sans suivre l'autre. Ce principe religieux a conduit, à l'époque moderne, à la naissance de la notion de droits de l'homme. Dans cet esprit, l'article premier et essentiel de la Loi fondamentale, la Constitution allemande, énonce le principe de l'intangibilité de la dignité humaine. Cela signifie qu'il existe des choses que nous n'avons en aucun cas le droit de faire ou de tolérer, aussi attrayant l'avantage politique qui en découle puisse-t-il paraître. Un exemple est l'usage de la torture. Je n'ai jamais pu comprendre comment, au cours de ces dernières années, une discussion sérieuse sur ce principe ait pu voir le jour. J'estime que ce principe ne saurait faire l'objet d'aucun compromis.
- (9) Les deux choses vont donc de paire : la foi en Dieu nous rappelle qu'il faut accepter des limites à notre action et que, aussi connu ou important soyons-nous, il existe encore quelqu'un au-dessus de nous. Les limites que cette conscience impose à nos actes doivent être posées au regard de la vie et du bien-être des êtres humains à l'échelle de la planète. Un domaine dans lequel cette nécessité est aujourd'hui particulièrement manifeste est le domaine économique, le domaine du marché. La crise financière des années écoulées a une fois de plus fait ressortir clairement les conséquences de la cupidité humaine face à la richesse et au pouvoir. Nous aurions dû le savoir avant déjà. La foi chrétienne nous apprend que les êtres humains sont des êtres contradictoires. Ce que nous voulons et désirons n'est pas nécessairement ce qui est bien pour tous - y compris pour nous-mêmes. Ce que nous avons ne semble jamais nous suffire. Ceux qui perçoivent un revenu élevé estiment qu'ils ont besoin d'un revenu plus élevé encore. Existe-t-il une limite ? Je crois que nous avons désormais tous compris qu'il n'existe en fait aucune « limite naturelle ». Il n'existe pas de point auquel chacun dise simplement : maintenant, j'ai assez.
- (10) Les conséquences sont lourdes. Certains deviennent toujours plus riches, alors que de nombreux autres ont à peine de quoi survivre. Certains pays peuvent se permettre de discuter de problèmes qui sembleraient purement du luxe ailleurs. Le fait que nous souhaitions toujours plus de richesse a entraîné des déséquilibres économiques massifs à l'échelle mondiale, mais aussi à l'intérieur des différents pays. Mais ce processus a également épuisé nos ressources naturelles, et nous constatons tous les graves conséquences écologiques de cette évolution. Elles doivent être subies par tous et, comme c'est si souvent le cas, le poids le plus lourd repose sur les épaules de ceux qui sont les moins à même de le porter.
- (11) Dans cette situation, le thème de votre Assemblée est pertinent. La quatrième demande du Notre Père, par laquelle nous demandons à Dieu « notre pain de ce jour », nous rappelle les besoins humains fondamentaux. Nous avons tous besoin de quelque chose à manger. Nous ne pouvons pas vivre en tant qu'êtres humains sans manger. Le manque d'alimentation, le

manque de nourriture - ce n'est pas simplement un problème physique. C'est déshumanisant ; cela portee atteinte à la dignité humaine. C'est pourquoi les efforts internationaux en vue de combattre la faim et la malnutrition dans le monde sont si importants. La faim et la malnutrition constituent une atteinte fondamentale à la valeur de la personne humaine. Elles dépossèdent les êtres humains de leur humanité. C'est la raison pour laquelle nous ne devons jamais accepter un monde dans lequel la faim représente toujours une réalité pour un trop grand nombre de personnes.

- (12) Cependant, aussi important cela soit-il, manger n'est que le début. « Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour » - lorsque nous disons cela, nous reconnaissons en même temps la nécessité que constituent les besoins humains fondamentaux dans un sens plus large : aliments, eau, habitation, vêtements, soins médicaux. Tout cela est toujours très peu à l'aune de ce que chacun attend dans ce pays et dans beaucoup d'autres ; mais c'est précisément ce dont de trop nombreuses personnes manquent toujours ailleurs. Répétons-le : cette carence au niveau des besoins de base élémentaires de l'existence humaine est abominable justement car elle prive les personnes touchées de quelque chose d'essentiel pour leur humanité. Nous ne pouvons pas être ce que nous sommes, à savoir des êtres humains, si nous sommes privés de la satisfaction de ces besoins élémentaires. En reconnaissant cette vérité, en formulant cette demande du Notre Père, nous acceptons que notre engagement pour un monde dans lequel les besoins humains élémentaires sont couverts pour tous soit plus qu'une question d'opportunité politique. Il existe là une exigence morale que nous n'avons pas le droit d'ignorer si nous respectons la dignité humaine comme base de la vie communautaire et sociale.
- (13) Qu'est-ce que cela signifie pour l'ordre international actuel ? Nous ne pouvons ignorer que nous vivons dans un monde qui rend certaines personnes toujours plus riches, alors qu'il prive de nombreuses autres de la possibilité de mener une existence digne. Nous ne pouvons pas ignorer qu'à l'heure actuelle, il ne s'agit pas uniquement d'un problème qui concerne certains individus et leur cupidité personnelle, mais que ces comportements sont rendus possibles et facilités par des systèmes économiques et financiers complexes. Nous devons par conséquent œuvrer pour une réforme de ces systèmes, de sorte que les gouvernements démocratiquement élus aient la possibilité de garantir, dans l'intérêt des personnes, que le domaine économique ne soit pas totalement détaché de considérations éthiques et politiques.
- (14) Nous savons bien sûr tous qu'une telle réforme n'est pas facile à mettre en œuvre. L'économie mondialisée est une réalité, que cela nous plaise ou non. Elle a ses dangers et ses inconvénients ; elle perpétue et accentue l'injustice et la pauvreté. Cependant, elle offre en même temps un emploi à de nombreuses personnes dans le monde entier. Personne ne peut vouloir un effondrement de l'économie mondiale – la crise récente a de nouveau montré combien ce sont précisément les pauvres qui sont les plus touchés par elle. Nous devons œuvrer pour l'amélioration du fonctionnement de l'économie mondiale ; mais celle-ci ne peut fonctionner mieux que si elle fonctionne déjà d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi, si nous voulons œuvrer pour une existence humaine élémentaire pour tous, il n'existe aucune autre solution que d'œuvrer au travers des institutions internationales que sont le FMI, la Banque mondiale, l'UE et l'ONU. Cela implique des solutions parfois trop empreintes de compromis, mais c'est là l'inévitable politique des petits pas.
- (15) Cependant, la demande à Dieu de nous donner notre pain de chaque jour ne parle pas seulement de l'importance des besoins humaine élémentaires. Elle nous rappelle également

que, d'une certaine manière, nous n'avons vraiment pas besoin de tant de choses que ça. Dans les régions du monde les plus riches, il est devenu habituel de parler d'un nombre pratiquement illimité de « besoins » ; la quantité de ce dont nous pensons avoir absolument besoin semble parfois presque illimitée. Dans le Notre Père, nous demandons à Dieu de nous donner ce dont nous avons vraiment besoin. Cette demande contraste avec nos exigences excessives, selon lesquelles tout souhait imaginable que nous pourrions avoir doit être réalisé. Notre système économique est déficient à ses deux extrémités : il prive trop de personnes de ce dont elles ont vraiment besoin et en même temps il nourrit un désir illimité et effréné qui perdure malgré la richesse et la surabondance. Nous devrions nous engager dans nos propres pays occidentaux en faveur d'une limitation de la croissance économique avec la même détermination avec laquelle nous nous engageons pour la suppression de la faim dans le monde. Le fait que nos taux de croissance ne soient plus les mêmes que ceux de pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil ne signifie pas que nous n'enregistrons aucun succès. Cela signifie plutôt que nous avons déjà généré une prospérité considérable pour une grande partie de la population. Nous devrions l'accepter. Il existe dans nos sociétés de nombreux autres domaines que nous pouvons et que nous devons améliorer. Et il est bien sûr également exact que dans les pays occidentaux aussi, tout le monde n'est pas toujours traité de manière juste. Toutefois, nos sociétés et nos économies sont globalement en bonne santé. Elles ont atteint un certain degré de saturation, et je pense que nous devrions reconnaître que, dans cette situation, nos objectifs et nos missions sont ailleurs.

- (16) En ce sens, nous pouvons comprendre le sens de la quatrième demande du Notre Père comme un appel à accepter les limites de la croissance et les limites de l'accumulation de prospérité. C'est quelque chose que nous ne faisons pas volontiers ; nous autres, être humains, avons plutôt tendance à dépasser les limites. Mais nous avons besoin de ces dernières. Cela concerne notre faim de pouvoir politique tout comme notre souhait de devenir riche. Il existe un « trop peu », mais il existe aussi un « trop », que ce soit au niveau de l'individu ou au niveau de la société. Lorsque nous demandons « notre pain de ce jour », nous reconnaissons que nos besoins sont limités et que notre réflexe intuitif, qui nous fait désirer plus - quel que soit ce que nous avons - est extrêmement problématique - pour nous-mêmes comme pour notre monde.
- (17) Permettez-moi d'ajouter une observation supplémentaire sur le thème de votre Assemblée générale. Lorsque nous demandons à Dieu « notre pain de ce jour », nous reconnaissons qu'aujourd'hui encore, nous dépendons fondamentalement de Dieu. Nous ne pouvons pas créer nous-même ou nous procurer les choses sur lesquelles notre vie repose au plus profond. // nous donne notre pain de chaque jour. Nous avons tendance à l'oublier. Nos technologies sont tellement avancées, nos possibilités sont tellement plus grandes qu'à n'importe quel moment passé de l'histoire de l'humanité que nous nous convainquons nous-mêmes que notre vie et le monde dans lequel nous vivons sont totalement sous notre contrôle. Mais ce n'est vrai que jusqu'à un certain point. Nous pouvons labourer le sol et le faire fructifier d'une manière qui nous aurait semblé impossible il y a encore seulement quelques années. Nous pouvons traiter de nombreuses maladies, qui auraient été mortelles jusqu'à récemment. Les moyens de communication et de transport modernes permettent aux gens dans le monde entier d'avoir des informations les uns sur les autres et de connaître leur situation respective, ce qui facilite considérablement l'assistance mutuelle. Tout cela est vrai et également important. Les progrès de la technique moderne ont radicalement modifié et, sous de nombreux aspects, amélioré la vie de nombreuses personnes dans toutes les régions du

monde.

- (18) D'autre part, nous remarquons que de nombreuses responsabilités nouvelles résultent de ces progrès. Lorsqu'un accident se produit n'importe où dans le monde, nous nous demandons alors toujours ce que nous aurions pu ou dû faire pour l'éviter, ou au moins ce que nous devons faire pour limiter ses conséquences. Dans notre monde mondialisé, il est devenu en fait impossible de demeurer tranquillement chez soi, de se réjouir de la quiétude d'un pays paisible et de faire comme si les problèmes qui existent ailleurs ne nous concernaient absolument pas. Ils nous concernent – en partie parce que nous les apprenons directement (ou au moins devrions-nous les apprendre directement !), en partie parce que nous sommes d'avis que nous aurions les possibilités et les facultés d'aborder et de résoudre les problèmes partout dans le monde. « Personne n'est une île » - ces mots de John Donne sont devenus une réalité pour nous aujourd'hui.
- (19) Nous avons donc de quoi être fiers des nombreuses possibilités créées par la technique moderne, et nous devons être conscients du poids croissant de la responsabilité qui en résulte, à laquelle nous ne pouvons pas nous soustraire. Toutefois, tout cela ne devrait pas nous porter à croire que nous sommes de plus en plus tout-puissants. Il y a des limites à ce que nous pouvons atteindre, et il est important pour nous que ces limites nous soient rappelées. Nous n'avons pas le contrôle total sur notre monde, et nous le l'aurons d'ailleurs jamais. Malgré toutes nos possibilités, malgré toutes nos innovations, nous devons toujours respecter le fait que nous ne faisons que recevoir certaines des choses les plus importantes et les plus fondamentales de notre vie. Bien sûr, la quantité exacte de ce qui nous est donné et de ce que nous pouvons influencer et contrôler s'est modifiée et continuera de se modifier. Je ne veux en aucun cas me prononcer contre le progrès scientifique et technique, mais je suis convaincu que la vérité fondamentale exprimée par la demande « Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour » - à savoir que c'est à Dieu que nous demandons ce don – n'est pas affectée par le progrès. Cette demande exprime une vérité fondamentale sur nous-mêmes, que nous devons tous - responsables politiques et citoyens, chrétiens et non chrétiens – méditer. Qui que nous soyons, quel que soit notre succès, nous sommes des êtres limités, et nous devons le reconnaître – dans notre propre intérêt et dans l'intérêt du monde dans son ensemble.
- (20) Le thème de l'Assemblée générale de cette année de la Fédération luthérienne mondiale est donc lié à de nombreux problèmes urgents auxquels un responsable politique est confronté dans le monde d'aujourd'hui. Ces problèmes doivent être abordés par nos sociétés dans leur ensemble. Étant donné que ces sociétés sont composées de personnes aux nombreuses convictions religieuses différentes – ainsi que de nombreuses personnes sans foi religieuse - il importe que nous trouvions une base commune sur laquelle nous puissions rassembler tous ceux qui peuvent contribuer à résoudre les problèmes les plus brûlants de l'humanité. Un responsable politique qui se sert de certaines idées religieuses ou d'une certaine langue religieuse court donc le danger d'exclure une partie de la population. Cependant, je ne crois pas que cela pose un problème dans ce cas particulier. L'idée de la responsabilité de tous face à Dieu unit de nombreuses religions et confessions. Je suis même convaincu qu'elle peut être également transmise à de nombreux athées, car ces derniers se réfèrent souvent de façon similaire à des idées comme la conscience ou la loi morale. Globalement, l'histoire des 60 années écoulées a montré combien l'idée profondément humaine de dignité et de droits inhérents à tous les être humains peut dépasser les différences entre des personnes qui n'ont pas la même religion ou la même tradition.

- (21) Il existe donc l'espoir d'atteindre un consensus au-delà des différences religieuses et culturelles, même dans nos sociétés pluralistes. Il n'est toutefois possible de progresser en ce sens que si les différents croyants et les différentes communautés religieuses s'efforcent de participer aux débats publics. La démocratie vit, comme je l'ai déjà dit, de la participation des citoyens. Elle a donc besoin de la participation critique en particulier (mais pas exclusivement) de personnes motivées par leur foi religieuse à œuvrer pour un monde dans lequel les besoins humains sont pris au sérieux à l'échelle de la planète. Je voudrais conclure en exprimant mon espoir de voir les Églises et les chrétiens luthériens continuer de fournir cette forme de contribution aussi dans l'esprit d'une coopération constructive et respectueuse avec les nombreux autres membres de la société civile d'aujourd'hui.